



**Résultats de la deuxième  
phase de consultation des  
enfants et des jeunes pour  
l'Observation générale n° 26**

**Juin 2023**






## Rapport de synthèse

Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies (le Comité) écoute les appels des enfants et prend une mesure importante pour tenir les États membres responsables de veiller à ce que les enfants puissent grandir et vivre dans un monde propre, vert, sain et durable en créant une Observation générale sur les droits de l'enfant et l'environnement, avec un accent particulier sur le changement climatique (Observation générale n° 26).

Afin de s'assurer que l'Observation générale n° 26 représente diverses expériences et des intérêts supérieurs des enfants dans le monde, son élaboration a fait l'objet d'une approche collaborative et intergénérationnelle.

L'implication des enfants eux-mêmes en a constitué un élément essentiel. Les enfants ont le droit d'exprimer librement leurs opinions sur toutes les questions et décisions qui les concernent et de voir leurs avis pris en compte à tous les niveaux de la société. Ce droit est décrit en détail dans l'Observation générale n° 12 sur le droit de l'enfant d'être entendu, disponible sur : [CRC/C/GC/12](#). Le Comité reconnaît l'importance de travailler avec les enfants sur des questions aussi importantes et pertinentes pour leur vie. Avec le soutien de Terre des hommes, le Comité a mis en place sa première équipe consultative mondiale d'enfants — un groupe de 13 enfants âgés de 10 à 17 ans, issus de différentes régions, de différents milieux et ayant des expériences vécues diverses — afin de soutenir le développement de l'Observation générale n° 26 et de veiller à ce que d'autres enfants aient des opportunités significatives d'apporter leurs points de vue, leurs expériences et leurs idées lors des consultations mondiales.



Les consultations mondiales avec les enfants pour l'élaboration de l'Observation générale n°26 se sont déroulées en deux phases. Lors de la première phase, qui s'est déroulée entre le 31 mars et le 30 juin 2022, les enfants ont été invités à partager leurs opinions, par le biais d'un questionnaire, sur les droits de l'enfant, l'environnement et le changement climatique avec le Comité. Les contributions des 7 416 enfants qui ont participé ont été d'une grande utilité pour l'élaboration du projet d'Observation générale n° 26, comme le souligne le Comité dans l'introduction du projet. Les résultats de la première phase de consultation peuvent être consultés [ici](#).

Les consultations mondiales avec les enfants pour l'élaboration de l'Observation générale n°26 se sont déroulées en deux phases. Lors de la première phase, qui s'est déroulée entre le 31 mars et le 30 juin 2022, les enfants ont été invités à partager leurs opinions, par le biais d'un questionnaire, sur les droits de l'enfant, l'environnement et le changement climatique avec le Comité.

En novembre 2022, le Comité a demandé aux enfants et aux jeunes<sup>1</sup> de partager leurs points de vue et leurs idées en réponse au projet d'Observation générale n° 26. Le Comité souhaitait en particulier comprendre comment les enfants donnent un sens à leur droit à un environnement sain, à l'information et à l'éducation,

<sup>1</sup>Selon la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant (CDE), un enfant désigne tout être humain âgé de moins de 18 ans. Pour promouvoir les consultations relatives à l'Observation générale n° 26, l'expression «enfants et jeunes gens» a été utilisée, reconnaissant que les enfants plus âgés se désignent souvent eux-mêmes comme des jeunes gens. Dans ce rapport, toutefois, les termes «enfant» et «enfants» sont utilisés par souci de concision.



Dessin d'un enfant participant à un atelier en Inde





et à la participation. Au total, **8 915 enfants** de **76 pays** ont participé à cette consultation : 4 146 enfants ont répondu à un questionnaire en ligne comportant des questions ouvertes ; 4 769 enfants ont participé à **165 ateliers de groupe** animés par des enfants, des jeunes, des écoles et des organisations à l'aide d'une boîte à outils de participation conçue en collaboration avec l'Equipe consultative pour les enfants.

Ce rapport est un aperçu des principaux résultats de la deuxième phase des consultations mondiales avec les enfants qui ont eu lieu entre le 15 novembre 2022 et le 15 février 2023. Les résultats ont permis au Comité de finaliser l'Observation générale n° 26 qui sera lancée en septembre 2023, ainsi que des versions adaptées aux enfants créées en collaboration avec l'Equipe consultative.

Étant un résumé des principaux résultats et un extrait de citations illustratives<sup>2</sup>, il est important de souligner que les résultats détaillés des consultations avec les enfants seront présentés dans le cadre de la création d'une Charte mondiale des enfants — un outil qui reflète les demandes et les messages des enfants du monde entier sur leurs droits, l'environnement et le changement climatique. L'élaboration de la charte mondiale des enfants impliquera l'Equipe consultative des enfants et sera lancée en même temps que l'Observation générale n° 26 en tant qu'outil convaincant pour mettre en œuvre les opinions, les idées et les appels à l'action des enfants.

---

<sup>2</sup>Les citations soumises dans des langues autres que l'anglais ont été traduites par les auteurs du présent rapport. Dans certains cas, des modifications mineures (par exemple, la ponctuation) ont été apportées aux phrases afin d'en assurer la clarté.

## Droit à un environnement sain



«**Tout d'abord, [les gouvernements] devraient penser aux effets et aux dommages qu'elle [la dégradation de l'environnement] peut causer aux jeunes afin qu'ils puissent bénéficier d'un environnement sain.**»  
(Enfant, 17 ans, Zambie).



Les enfants participant à la consultation ont fortement exprimé leur désir d'exercer leur droit de vivre dans un environnement sain. Ils ont longuement discuté des différentes formes de dégradation de l'environnement, y compris des effets du changement climatique qu'ils subissent dans leur vie. Ils se sont montrés particulièrement préoccupés par la déforestation, la gestion des déchets et la pollution de l'air et de l'eau. Les enfants ont exprimé leur inquiétude quant aux conséquences du changement climatique et d'autres formes de dégradation de l'environnement sur leur santé physique et mentale.

De nombreux enfants ont fait part de leur désillusion et de leur frustration face aux actions insuffisantes des gouvernements et aux pratiques néfastes des entreprises qui détruisent l'environnement. Ils ont demandé aux gouvernements (i) des interventions plus fortes pour réglementer les activités commerciales et les modes de vie nocifs (y compris ceux des particuliers) ; (ii) des interventions efficaces pour lutter contre le changement climatique, y compris la mise en œuvre de dispositions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre ; et (iii) des investissements plus importants dans l'innovation et la technologie pour promouvoir les ressources renouvelables et les matériaux durables (afin d'interdire le plastique et d'autres polluants).

Les enfants ont également exprimé leur inquiétude quant au manque de biodiversité, bien qu'ils l'aient rarement mentionné de manière directe. Ils ont demandé aux gouvernements de faire des efforts pour planter des arbres, de préserver l'environnement naturel existant, de protéger les écosystèmes des animaux pour éviter leur extinction, d'éviter la surpêche et toutes les autres activités qui nuisent à la biodiversité.

« Nous avons besoin que le gouvernement travaille deux fois plus dur pour réparer les erreurs du passé, pour réparer l'habitat naturel et pour protéger les ressources restantes et les animaux endémiques que nous avons ». (Enfant, 12 ans, Liban)

« Je pense que la première chose à considérer est la question suivante : "Si cette décision est prise, quel sera son impact sur l'environnement dans les cinq prochaines années ?" Les enfants sont devenus beaucoup plus conscients de l'environnement que la génération précédente. Les gouvernements doivent tenir compte des émissions (dans l'air, dans l'eau ou sous d'autres formes), l'aspect pratique (si cela affectera ou non l'écosystème) et, surtout, le site d'exécution (l'endroit ne doit en aucun cas mettre en danger des zones de biodiversité) ». (Enfant participant à un atelier en Inde).





Les enfants sont particulièrement préoccupés par la mise en œuvre et le suivi des politiques et réglementations existantes et souhaiteraient que les gouvernements et les entreprises fassent preuve de diligence raisonnable et procèdent à des évaluations de l'impact sur les droits de l'enfant avant d'élaborer de nouveaux plans. Les enfants ont souligné que les gouvernements devraient donner accès aux informations et aux politiques dans des langues locales et adaptées aux enfants, afin que ces derniers soient en mesure de les comprendre et de donner leur avis. Cela correspond à leur demande générale d'être impliqués dans les processus décisionnels concernant l'environnement, y compris le changement climatique, et d'être pris au sérieux par les adultes.

Les enfants ont convenu collectivement que les acteurs qui ne respectent pas les règles méritent d'être punis. Les gouvernements et les entreprises qui détruisent l'environnement devraient (i) être jugés par la justice ; (ii) payer de lourdes amendes pour compenser la pollution et la dégradation de l'environnement ; (iii) réparer l'environnement endommagé ; et (iv) financer les organisations qui protègent l'environnement, y compris les organisations dirigées par des enfants.

Certains enfants ont mentionné la nécessité d'une action coordonnée des gouvernements et de réponses globales pour lutter contre le changement climatique. Les enfants craignent que les efforts individuels des pays ne suffisent pas, en particulier si les dirigeants des grandes économies ne sont pas disposés à réduire les émissions et la pollution, ni à prendre au sérieux les données et les avertissements publiés par les scientifiques. Les économies plus fortes et plus polluantes devraient soutenir les pays à faible revenu dans leurs efforts pour parvenir à une croissance durable.

Les enfants ont explicitement demandé au Comité de veiller à ce que l'Observation générale 26 serve à contrôler et à évaluer les actions des gouvernements visant à garantir la protection du droit des enfants à un environnement sain.



Dessin d'un enfant participant à un atelier au Cambodge





« Ils devraient avoir des conséquences. Les entreprises ne devraient pas être autorisées à fonctionner. Elles devraient se voir retirer leur licence ou payer des amendes très élevées qui reflètent la gravité du non-respect de leur responsabilité à l'égard des personnes et de la planète. Les gouvernements devraient être obligés de verser des compensations aux générations futures et devraient subir les mêmes conséquences juridiques que les particuliers s'ils enfreignent la loi ». (Enfant, 14 ans, Australie)

« Je suis presque sûr que mon gouvernement ne fait rien pour lutter contre le changement climatique. Il essaie de mettre en place des lois, mais ce n'est que du maquillage pour un problème bien plus important que le simple fait d'utiliser le bon sac pour la bonne poubelle. Je pense qu'il faut se concentrer sur les énergies renouvelables et travailler ensemble en tant que communauté pour résoudre le problème. Je pense que cela deviendra plus facile lorsque les adultes têtus cesseront de prendre des décisions pour un avenir qu'ils ne connaîtront pas. Les jeunes sont sans aucun doute le meilleur moyen de résoudre le problème du changement climatique ou au moins de réparer les dégâts déjà causés, car c'est leur vie qui est en jeu ». (Jeune fille, 17 ans, Croatie)

## Droit à l'information et à l'éducation

« Plus tôt un enfant apprend à connaître ses droits, mieux il se les approprie ». (Jeune fille, 16 ans, Ouzbékistan)



Les enfants ont fortement insisté sur le rôle des écoles dans l'accès à l'information sur le changement climatique, l'environnement et les droits de l'enfant. Les écoles ne doivent pas seulement fournir des informations, mais aussi guider et aider les enfants à prendre des mesures concrètes pour respecter l'environnement, et notamment à demander des comptes aux États et aux entreprises lorsqu'ils n'assument pas leurs responsabilités.

Néanmoins, les enfants ont souligné que les écoles ne parviennent pas toujours à accomplir ces tâches : les enseignants ne sont parfois pas suffisamment formés ; certains groupes vulnérables (par exemple, les filles et les enfants des zones rurales) ont un accès limité à l'éducation ; il n'y a pas assez de matériel d'enseignement et d'apprentissage disponible ; les informations ne sont pas toujours actualisées ; et les sujets n'ont pas la même importance que d'autres matières. Par conséquent, les enfants ont suggéré que l'éducation sur le changement climatique et l'environnement soit pertinente au niveau local, basée sur la science et disponible dans la langue maternelle des enfants. L'enseignement devrait avoir une approche bienveillante, pleine d'espoir et de compassion pour répondre à l'éco-anxiété.

Les enfants ont indiqué que l'éducation au changement climatique et à l'environnement devrait devenir un sujet obligatoire et autonome, structurellement intégré dans le programme scolaire dès les premières années. Ils devraient être impliqués dans l'élaboration des programmes et de la pédagogie. Des pratiques d'enseignement actives, pratiques, ludiques, participatives et basées sur l'apprentissage par les pairs sont essentielles pour que les enfants apprennent à intégrer des pratiques respectueuses de l'environnement dans leur vie quotidienne, ce qui contribuera à sensibiliser davantage les adultes à cette question. Le matériel pédagogique doit tenir compte des intérêts spécifiques des enfants et de leurs préférences en matière de communication, en privilégiant l'utilisation d'images, de vidéos, de sons et de plateformes (telles que les médias sociaux). Les écoles devraient également aider les enfants à découvrir la nature et à s'y connecter, et à impliquer l'ensemble de la communauté, tout en encourageant les pratiques traditionnelles, les sports ou les activités qui promeuvent le respect de l'environnement.







En outre, les écoles devraient également enseigner aux enfants les causes profondes du changement climatique, en mettant l'accent sur le rôle joué par le colonialisme et le capitalisme, et les aider à réfléchir aux inégalités entre les groupes et les pays qui provoquent le changement climatique et en subissent les conséquences.

**« Les enfants devraient participer à l'élaboration du programme scolaire, en donnant des conseils et des orientations sur les méthodes d'enseignement et les moyens de diffuser l'information de manière efficace et accessible ». (Enfant participant à un atelier en Écosse)**

Si l'école est l'un des principaux espaces d'information pour les enfants, d'autres ont également souligné l'importance de l'Internet, de la télévision et de la radio dans la sensibilisation au changement climatique et à l'environnement. En même temps, les enfants se sentent dépassés par la grande quantité d'informations, surtout en ligne ; les tons négatifs utilisés tendent à générer de l'éco-anxiété. En outre, les informations dans leur langue maternelle sont souvent indisponibles.

Les membres de la famille, les adultes de confiance et les aînés jouent également un rôle central en aidant les enfants à accéder à l'information, en particulier les plus jeunes. Au même temps, les enfants reconnaissent que les adultes sont parfois moins conscients des questions environnementales ou s'en inquiètent moins qu'eux. Les enfants ont donc indiqué que des activités de formation et de sensibilisation des adultes sont également nécessaires.

Enfin, les enfants ont souligné que les gouvernements nationaux et locaux, ainsi que les forces de police, devraient être une source d'information pour les enfants, en particulier lorsqu'ils cherchent à savoir comment obtenir de l'aide si leurs droits sont violés.



# Droit à la participation

« **Tout ce qui est pour nous sans nous est contre nous** ».  
(Garçon, 17 ans, Malawi)

Les enfants ont souvent fait référence au concept d'équité intergénérationnelle (en utilisant leurs propres termes) : ils ont insisté sur le fait que les questions liées à la dégradation de l'environnement et au changement climatique ont, et continueront d'avoir, un impact plus important sur eux que sur les adultes, étant donné que les enfants habiteront la planète plus longtemps. Nombre d'entre eux ont souligné la myopie des adultes, qu'ils jouent un rôle officiel ou non, qui ne prennent pas de mesures pour contrer la situation actuelle et prendre au sérieux la santé de l'environnement.

« **Nous devons créer un espace de dialogue entre les jeunes et le gouvernement. Cet espace n'existe pas actuellement** »  
(Fille, 12 ans, Liban)

Par conséquent, les enfants ont massivement insisté sur la nécessité de les placer en première ligne dans les processus de prise de décision sur l'environnement et le changement climatique. Les enfants veulent apprendre et être informés, être écoutés et avoir la possibilité d'apporter leurs idées et leurs solutions pour promouvoir et protéger la santé de l'environnement.





Pour recueillir leurs opinions, les enfants suggèrent que les gouvernements (i) travaillent en étroite collaboration avec les écoles, les communautés et les organisations locales ; (ii) créent des espaces officiels permettant aux enfants de participer aux processus décisionnels (par exemple, des assemblées d'enfants, des représentants d'enfants, des parlements d'enfants, etc.) ; (iii) organisent des réunions et apportent un soutien, notamment financier, aux défenseurs et militants des droits de l'homme environnementaux et aux organisations d'enfants. Ils veulent qu'on leur demande leur avis sur les plans, les politiques et les réglementations, ainsi que sur les activités des entreprises dans leurs communautés.

Les enfants participent déjà et expriment leurs opinions à l'école et dans leurs communautés, en utilisant les médias sociaux et Internet, en participant à des protestations et des manifestations, en créant des organisations ou en participant activement à celles qui existent déjà. Les médias sociaux et Internet sont des outils puissants pour la participation des enfants, mais ils doivent être accessibles à tous : les enfants doivent savoir comment les utiliser et se sentir à l'aise pour exprimer leurs opinions, quelles que soient leurs capacités et leurs aptitudes. Pour renforcer la participation des enfants, ils demandent aux gouvernements d'investir des ressources dans ces espaces et dans l'amélioration de la culture numérique et de l'information adaptée aux enfants.

### « En traduisant le langage obscur des documents de décision en points principaux faciles à assimiler ». » (Enfant, 11 ans, Finlande)

Les enfants soulignent que les gouvernements devraient toujours les protéger des répercussions et de la violence lorsqu'ils expriment leurs opinions :



Créer des espaces sûrs pour participer ;



Protéger l'identité et l'anonymat des enfants dans les grandes consultations en ligne ;



Organiser des formations et des activités de sensibilisation aux droits de l'enfant avec les forces de police et tous les acteurs clés des communautés ;



Renforcer les systèmes de protection de l'enfance et éviter les violences contre les enfants activistes et les autres qui participent aux protestations et aux manifestations ;



Engager le dialogue avec les militants et les organisations, et respecter leurs plans d'action pacifiques, afin de s'assurer que personne ne soit blessé ;



Fournir des informations adaptées aux enfants sur la manière d'accéder à la justice et aux voies de recours en cas de violation des droits.



**« Les gouvernements devraient donner la priorité à nos opinions et nous offrir des espaces sûrs pour les exprimer, comme des réunions dans les espaces publics, et veiller à ce que nous ne soyons pas victimes de malentendus ou d'agressions. » (Garçon, Pérou)**

Dans l'ensemble, les enfants ont apprécié de pouvoir participer à cette consultation et ont demandé au comité de continuer à les impliquer dans son travail. Le comité devrait également surveiller la manière dont les gouvernements du monde entier, ainsi que la communauté internationale, écoutent les enfants et leur confient des rôles décisionnels dans les domaines qui concernent l'environnement et le changement climatique, en évitant les exercices symboliques.

## Autres résultats clés

Les enfants participant à cette consultation ont également beaucoup parlé de la non-discrimination, de l'injustice et des droits des générations futures. Selon le pays, la région et le lieu, la façon dont les enfants vivent les catastrophes naturelles et leurs conséquences diffère.



**« Tout le monde n'est pas touché de la même manière. C'est dû au colonialisme, aux catastrophes naturelles et à la sécheresse. Il y a 10 tremblements de terre au Chili et il ne se passe rien. Par contre, il y a 7 tremblements de terre en Turquie et tout s'écroule. En Somalie, les gens luttent pour trouver de l'eau ».**  
(Enfant participant à un atelier en Turquie)

**« Les personnes vivant dans les zones rurales souffrent du manque de précipitations et de l'aridité des terres, ce qui entraîne une sécheresse et une pénurie de nourriture ».**  
(Fille, 13 ans, Éthiopie)

Certains participants ont mentionné que l'accès à l'information et les possibilités de participation (y compris cette consultation) tendent à exclure les jeunes enfants ainsi que des groupes spécifiques d'enfants (orphelins, enfants autochtones, enfants handicapés, filles). Ils estiment que les gouvernements devraient adopter l'approche de l'intersectionnalité afin de reconnaître les circonstances communes auxquelles les enfants peuvent être confrontés, par exemple, être une jeune fille d'un groupe autochtone ou un garçon déplacé souffrant d'un handicap.





Certains enfants s'inquiètent des effets indirects et à long terme de la dégradation de l'environnement et du changement climatique. Dans la mesure où certaines populations sont moins sûres sur le plan alimentaire et plus pauvres, le changement climatique crée des facteurs de risque supplémentaires pour les filles, tels que les mariages et les grossesses précoces. Les conséquences négatives du changement climatique entraînent également des migrations et des déplacements, avec les risques de protection que cela implique pour les enfants et les jeunes.

**« En tant que jeune Syrienne vivant sous une tente, le changement climatique m'affecte beaucoup. Lorsqu'il pleut, l'eau pénètre dans la tente à travers le tissu. Notre oreiller et notre matelas se remplissent d'eau et la tente est inondée. Nous devons aller dormir dans la maison de notre voisin ». (Fille âgée de 6 à 13 ans dans un camp de réfugiés au Liban)**

**« Le pays devrait continuer à arrêter la déforestation et investir dans le reboisement. Que le gouvernement fasse du changement climatique sa priorité car, ces derniers jours, les régions du nord du Nigeria ont subi des inondations qui ont fait de nombreuses familles sans abri. Les enfants sont obligés de vivre dans des camps, les écoles ont également été fermées à cause des inondations. La santé des enfants et de la communauté en général est affectée, nous devons donc agir sur ce problème mondial ». (Garçon, Nigeria)**

Les enfants veulent s'assurer que l'Observation générale n° 26 est utilisée comme stratégie pour obliger les États et les parties non étatiques à résoudre l'injustice climatique et pour s'assurer que tous les enfants sont en sécurité et peuvent jouir d'un avenir sûr, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur appartenance ethnique, de leur religion, de leur statut d'handicapé et de leur lieu de résidence.

**« Merci beaucoup d'avoir créé ce comité pour l'élaboration de l'Observation générale n° 26. Les enfants et les jeunes doivent défendre leurs droits. Ils ne doivent pas rester silencieux et souffrir de leurs problèmes en silence. Et pas seulement pour les enfants et les jeunes, mais aussi pour les adultes. Le monde est en train de changer et nous devons le sauver avant qu'il ne soit trop tard ». (Fille, 13 ans, Albanie)**

Ce rapport de synthèse a été réalisé par [Articolo12](#) et [terre des hommes](#). Nous tenons à remercier tous les enfants qui ont contribué aux consultations, ainsi que les organisations qui ont soutenu leur participation.

# General Comment

Child rights, environment and climate change



 terre des hommes  
Help for Children in Need

